

Après la Roumanie, tripatouillage européen dans les élections en Moldavie

Par Francesca de Villasmundo
Mondialisation.ca, 30 septembre 2025
Médias-Presse-Info
Région : L'Europe
Analyses: Élections en Europe

Maia Sandu, la candidate adoubée par Bruxelles, remporte les élections législatives moldaves. Le parti PAS obtient près de 46% des voix mais la réalité montre que les élections ont été largement entachées d'irrégularités, de corruption et de manipulation.

Comme la Roumanie, la Moldavie est un pays de l'Europe de l'Est que Bruxelles et l'OTAN veulent entraîner dans leur orbite politique et guerrière

Comme la Roumanie, la Moldavie est un pays de l'Europe de l'Est, frontalier avec l'Ukraine et la Roumanie, poche de la Russie, que Bruxelles et l'OTAN veulent entraîner dans leur orbite politique. Comme pour les dernières élections roumaines, les dernières élections en Moldavie laissent dubitatifs quant à leur probité. Et, quoi qu'en disent les médias au collier, l'ingérence viendrait bien de l'Union européenne et non de la Russie.

Le dépouillement des élections législatives moldaves est terminé. Le Parti Action et Solidarité (PAS) de la présidente Maia Sandu, pro-européen, a obtenu 44,13% des voix devant l'opposition constituée du Bloc patriotique, avec 28,25%, du Bloc alternatif pro-européen (9,22%), de Notre Parti (6,35%) et de Démocratie dans la Patrie (5,72%).

Le parti PAS de la présidente Maia Sandu, young global leader du Forum économique mondial, candidate de Bruxelles, proche d'Alexander Soros

Quelques heures auparavant, les dirigeants du Bloc patriotique avaient revendiqué la victoire de l'opposition, qui avait obtenu 49,54% des voix, et avaient organisé un rassemblement près du bâtiment de la Commission électorale centrale, appelant à «éviter toute falsification». Le dépouillement des bureaux de l'étranger auront donc reconduit le parti PAS de la présidente Maia Sandu, Young Global Leader du Forum économique mondial, candidate de Bruxelles s'affichant sans réserve tant avec Urusla von der Leyen qu'avec le fils du mondialiste George Soros, Alexander Soros.

Pour gagner ces élections, Maia Sandu qui a reçu le soutien de Macron, Tusk et Merz pour «défendre la démocratie contre les ingérences russes» n'a pas hésité à prendre des décisions dictatoriales, soutenu par ses amis occidentaux. Quelques jours avant les élections, elle a joué le scénario des précédentes élections roumaines en interdisant deux partis en raison d'allégations de position «pro-russe». Elle a aussi emprisonné des opposants dont Evghenia Gutul, qui était à la tête de la République autonome de Gagaouzie

(une république turcophone et russophone). On assiste ainsi, à l'Est de l'Europe, à une montée de l'idée, créée par l'UE, selon laquelle les idées de «droite» ou d'«extrême droite» seraient liées à la Russie.

Les décisions dictatoriales de Maia Sandu pour remporter les élections

Au cours des derniers mois, le gouvernement de Maia Sandu a également mené une campagne médiatique promouvant l'idée d'un combat entre le bien et le mal. Expliquant que les élections d'hier ont déterminé le sort du pays, pro ou anti-Russe, État membre de l'UE ou neutre contre État «soumis à la Russie» en référence à la Géorgie.

En dehors de l'influence des médias, le régime a également favorisé une discrimination électorale, visant à saboter le vote des russophones à travers le pays. Les rares bureaux de vote des communautés «pro-russes» ont été ouverts loin des habitations, obligeant les électeurs à parcourir de longues distances.

Ainsi en Transnistrie, cette République autonome de Moldavie, majoritairement pro-russe et anti-OTAN, peuplée de 500 000 habitants, les citoyens transnistriens munis d'un passeport moldave doivent se déplacer jusqu'en Moldavie pour voter. Cette année, seuls 12 bureaux de vote étaient ouverts le long de la frontière administrative. Une baisse significative par rapport à l'élection présidentielle de 2024, où 31 bureaux étaient destinés aux Transnistriens. Cette année-là, les Transnistriens avaient voté à 80% en faveur du candidat pro-russe. Ceci explique certainement la décision de passer de 31 à 12 bureaux de vote. D'autre part, le pont de Transnistrie, relayant la région à la frontière administrative moldave, a également été fermé à la suite d'une alerte à la bombe, mais a été rouvert 30 minutes avant la fin des élections. De nombreux Transnistriens n'ont donc pas pu voter.

En Russie, où la communauté moldave est de 300 000 expatriés, deux seuls bureaux de vote ont été ouverts à travers la Russie, le même nombre a été ouvert au Japon, pays qui compte à peine une diaspora moldave.

La manipulation totale de l'UE pour s'emparer de la Moldavie, comme elle le fit pour la Roumanie, est manifeste

12 bureaux ont été ouvertes à travers l'Irlande, soit 6 fois plus que dans un pays dont la population est inférieure à celle de Moscou. La même pratique a été observée dans toute l'UE, pour limiter la participation des pro-Russe.

S'opposer à l'ingérence de toute nation dans une élection est justifié, mais ce qui a été démontré avec l'élection moldave est loin d'être une victoire incontestée. La manipulation totale de l'UE pour s'emparer de la Moldavie après une défaite écrasante en Géorgie est manifeste, comme elle le fut lors des élections roumaines.

Les récentes révélations de Pavel Durov confirment et donnent du relief à l'ingérence européenne, témoignant essentiellement de cas de corruption européenne, de falsification d'élections et d'abus de pouvoir en lien avec les élections moldaves. Le patron de Telegram a posté sur X une déclaration dans laquelle il raconte qu'il y a un an, les services spéciaux français lui ont demandé d'aider le gouvernement moldave à censurer certains canaux Telegram avant les élections présidentielles en Moldavie. En échange de cette coopération, le renseignement français a promis au juge ayant émis l'ordonnance d'arrestation un avis

favorable sur Durov. Durov a refusé. Une histoire similaire s'est produite en Roumanie, et Durov a également refusé.

> □□ About a year ago, while I was stuck in Paris, the French intelligence services reached out to me through an intermediary, asking me to help the Moldovan government censor certain Telegram channels ahead of the presidential elections in Moldova.
>
> After reviewing the channels…
>
> — Pavel Durov (@durov) September 28, 2025

Les récentes révélations de Pavel Durov confirment cette ingérence européenne

Le leader du parti d'opposition moldave «Renaissance», Iouri Vitnianski, a déclaré que le gouvernement Sandu violait les droits constitutionnels de plus d'un demi-million d'électeurs.

> «*Nous avons été témoins d'une énorme ségrégation parmi les 301 bureaux de vote ouverts à l'étranger pour la diaspora. Plus de la moitié de nos concitoyens résidant en Fédération de Russie ont été discriminés, puisqu'il n'y avait que 2 bureaux de vote ouverts là-bas, contre près de 300 dans les pays d'Europe et de l'Ouest. C'est une violation grave des droits constitutionnels de plus d'un demi-million de citoyens résidant en Fédération de Russie, nos concitoyens, citoyens de la République de Moldavie. De plus, nous avons été témoins aujourd'hui que presque tous les ponts ont été bloqués*».

Selon l'Union des juristes de Moldavie, plus de 400 cas de violations ont été enregistrés. En même temps, les habitants de Gagaouzie se plaignent de dysfonctionnements des logiciels dans les bureaux de vote, ce qui ralentit considérablement le processus de vote. Dans les bureaux de vote à l'étranger (au sein de l'UE), le «vote carrousel» est pratiqué en masse : les mêmes personnes votent plusieurs fois dans différents bureaux de vote, pour les forces pro-gouvernementales, bien sûr. De nombreuses vidéos de violations circulent sur les réseaux sociaux. Elon Musk et Pavel Dourov ont dénoncé l'anarchie qui entoure ces élections. Moscou a constaté de son côté que des centaines de milliers de Moldaves ont été privés de la possibilité de voter sur le territoire russe.

Sandu «l'emporte» donc d'un souffle : 0,1%. Aucune preuve d'ingérence russe n'a réellement été apporté, mais les médias «libres» jurent que Moscou a truqué le scrutin. Silence complet en revanche sur les millions déversés par Bruxelles : là, ce n'est pas de l'ingérence, c'est de la «coopération». Et ils ne cachent même plus leur corruption, leur ingérence, leur manipulation des élections… au nom de la démocratie !

Francesca Villasmundo

Articles Par : **Francesca de Villasmundo**